



## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **La PPE, symbole de l'arnaque écologique du Gouvernement**

*27 novembre 2018*

**Guillaume  
GONTARD**

**Sénateur  
de l'Isère**

**Vice-président de  
la commission  
Aménagement du  
territoire et  
développement  
durable**

Nous savions que la politique gouvernementale n'était pas sociale, nous avons aujourd'hui la confirmation qu'elle n'est pas non plus écologique. Le président de la République a confirmé que rien, si ce n'est un énième comité Théodule, ne répondra à la colère et à la soif d'égalité de nos concitoyens.

Le Gouvernement se drape derrière la nécessité d'une transition écologique que nul ne conteste pour justifier sa politique, pourtant loin de répondre à l'urgence climatique. En témoigne la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) présentée dans la foulée du discours présidentiel par le ministre de la Transition écologique et solidaire. Ce cap, pour la conduite de la transition énergétique ces dix prochaines années, était attendu depuis des mois. On ne sera pas récompensé pour notre patience tant, malgré l'urgence, la politique énergétique du Gouvernement manque cruellement d'ambition.

Sur le nucléaire d'abord, malgré le retard de 10 ans pris dans les objectifs de réduction du parc, Nicolas Hulot ambitionnait de fermer 8 réacteurs avant 2028, finalement seuls 4 réacteurs s'éteindront à cette date. Par ailleurs, le Gouvernement ouvre la voie à la poursuite du programme EPR malgré l'échec patent du prototype de Flamanville. Cet entre-deux, qui n'a rien à envier à l'indécision de F. Hollande, grève dramatiquement le financement des énergies renouvelables tant le nucléaire est un gouffre financier.

Pire encore, le rendez-vous manqué du volet rénovation thermique des bâtiments. Le Gouvernement tenait pourtant là l'occasion de réconcilier ambition écologique et ambition sociale tant la rénovation thermique permet de réduire la facture énergétique des ménages, en particulier les plus modestes. Pourtant, le crédit d'impôt transition énergétique est divisé par deux et le service public de la performance énergétique voté en 2015 est toujours dans les limbes. Rien ne permet de croire que l'on pourra atteindre l'indispensable objectif de 500 000 logements rénovés par an fixé en 2012...

La politique anti-sociale de l'exécutif n'est pas non plus une politique écologique. Il faut le dire et le redire pour éviter la confusion. En effet l'impératif écologique est intimement lié à l'impératif social. Il n'y aura pas de transition désirée sans changement de modèle. Il n'y aura pas de transition heureuse sans justice sociale.